

DE : C.C.E. BRUXELL - SEG12 - S.G.

A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON

REF: 18:48 31-10-84 000100787 - 000110544

10544		<i>to all</i>	
REF.NR. 191853 - S.G.			
ADRESSE	AG	ADM.	C.F.
L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.			

TELEX HEBDOMADAIRE NR 189 DU 31 OCTOBRE 1984

1. INTRODUCTION

432

AU DEBUT DE LA REUNION DE LA COMMISSION, LE PRESIDENT TUGENDHAT (QUI PRESIDAIT LA SEANCE EN L'ABSENCE DU PRESIDENT THORN QUI EST EN VOYAGE OFFICIEL EN AMERIQUE LATINE) A EXPRIME LES SENTIMENTS DE REGRET DE LA COMMISSION A LA SUITE DE LA DEMISSION DU PRESIDENT ORTOLI. IL A SOULIGNE L'AMPLEUR DE LA CONTRIBUTION QUE M. ORTOLI A APPORTEE TANT A LA COMMISSION QU'A LA COMMUNAUTE TOUTE ENTIERE PENDANT LES DOUZE ANNEES AU COURS DESQUELLES IL A OCCUPE SUCCESSIVEMENT LES FONCTIONS DE PRESIDENT DE LA COMMISSION PUIS DE VICE-PRESIDENT DE LA COMMISSION CHARGE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES. L'ENSEMBLE DE LA COMMISSION S'EST ASSOCIE AUX SENTIMENTS EXPRIMES PAR M. TUGENDHAT.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 ACIER : TAUX D'ABATTEMENT 4EME TRIMESTRE

THE COMMISSION APPROVED MINOR CHANGES RELAXING THE EXISTING ABATEMENT RATES FOR Q4/84 FOR THE STEEL PRODUCTS SUBJECT TO THE QUOTA SYSTEM. THESE CHANGES ARE NECESSARY OWING TO SOME RECENT IMPROVEMENT IN DEMAND IN CERTAIN MEMBER STATES AND ALSO IN EXPORT BUSINESS.

2.2 GAZ NATUREL

A NEW COMMUNICATION TO THE COUNCIL DEVELOPS FURTHER THE THEMES OF SUPPLY DIVERSIFICATION AND SECURITY AND IN ADDITION, LOOKS AT THE ROLE OF NATURAL GAS IN THE TOTAL ENERGY BALANCE.

CONCERNING FUTURE DEVELOPMENTS IN DEMAND FOR NATURAL GAS IN THE COMMUNITY, THERE IS INCREASED UNCERTAINTY. AT PRESENT A SURPLUS AVAILABILITY OF NATURAL GAS EXISTS WHICH IS EXPECTED TO SET THE PATTERN FOR THE SHORT TERM. IN THE LONGER TERM, THE LEVEL OF DEMAND WILL DEPEND CRITICALLY UPON THE RELATIONSHIP OF GAS PRICES WITH THE PRICES OF COMPETING FUELS IN END-USE MARKETS. TO THE EXTENT THAT COMMUNITY IMPORTERS CAN TAKE ADVANTAGE OF COMPETITION BETWEEN GAS PRODUCERS, AND THUS SELL GAS MORE COMPETITIVELY IN END-USE MARKETS, THE COMMISSION WOULD FAVOUR FURTHER PENETRATION OF NATURAL GAS, PROVIDED THERE IS NO OVERDEPENDENCE ON NON-OECD SOURCES.

POTENTIAL SUPPLY IS EXPECTED TO FAR EXCEED COMMUNITY NEEDS FOR ADDITIONAL IMPORTS IN THE 1990'S. DECISIONS WILL HAVE TO BE TAKEN BEFORE LONG IF THE NORWEGIAN FIELD, TROLL, IS TO CONTRIBUTE TO COMMUNITY SUPPLIES TOWARDS THE END OF THE CENTURY. IF DECISION ON NEW IMPORT NEEDS ARE DELAYED, THE LIKELY FALLBACK SUPPLIERS WILL BE THE NON-OECD SUPPLIERS, ALGERIA AND THE USSR. THE COMMISSION BELIEVES THAT IT WOULD BE INADVISABLE TO ALLOW ITS DEGREE OF DEPENDENCE ON IMPORTS FROM NON-OECD COUNTRIES IN THE 1990'S TO EXCEED THE LEVEL ALREADY ENVISAGED FOR THE PERIOD UP TO 1990 - UNLESS MEMBER STATES CONCERNED HAD FIRST PROVIDED FOR SPECIFIC ADDITIONAL ARRANGEMENTS FOR BACK-UP SUPPLIES IN AN EMERGENCY.

(UN DEBAT D'ORIENTATION EST PREVU DANS LE PROCHAIN CONSEIL 'ENERGIE', LE 13 NOVEMBRE)

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

2.3 ESSENCE SANS PLOMB

CONFORMEMENT AU SOUHAIT DE LA COMMISSION, UN GROUPE A HAUT NIVEAU A ETE CONSTITUE AVEC MISSION DE FAIRE RAPPORT AU COREPER VERS LA MI-NOVEMBRE SUR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION POUR L'INTRODUCTION DE L'ESSENCE SANS PLOMB (1ER JUILLET 1989) ET LA REDUCTION DES EMISSIONS DES VEHICULES (EN DEUX PHASES ENTRE 1989 ET 95).

LA QUESTION SERA ENSUITE EXAMINEE DANS LE CONSEIL 'ENVIRONNEMENT' DU 6 DECEMBRE EN PRESENCE DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE.

2.4 PROGRAMME 'ESPRIT' : PLAN DE TRAVAIL 1985

LA COMMISSION A APPROUVE LE SECOND PLAN DE TRAVAIL QUI TIENT COMPTE DES EFFORTS DE RECHERCHE ANTERIEURS ET DE LA MISE A JOUR DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DU PLAN DE TRAVAIL 1984, DONT IL CONSTITUE LE PROLONGEMENT NATUREL (AVEC UN RENFORCEMENT DES MOYENS CONSACRES AU SECTEUR TECHNOLOGIE DU LOGICIEL POUR LEQUEL UN EFFORT INDUSTRIEL IMPORTANT EST NECESSAIRE EN 1985).

IL EST CONSACRE AUX SECTEURS SUIVANTS :

- MICRO-ELECTRONIQUE DE POINTE
- TECHNOLOGIE DU LOGICIEL
- TRAITEMENT AVANCE DE L'INFORMATION
- SYSTEMES BUREAUTIQUES
- PRODUCTION INTEGREE PAR ORDINATEUR.

IL CONTIENT EGALEMENT LES INFORMATIONS QUI PERMETTRONT AUX PROPOSANTS DE CHOISIR LE TYPE DE PROJETS AUXQUELS ILS SOUHAITENT PARTICIPER.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION POURSUIVRA L'EXAMEN DES PROGRAMMES NATIONAUX.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 NEGOCIATIONS ACP-CEE

M. PISANI A FAIT LE POINT EN COMMISSION DES NEGOCIATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES PAYS ACP. LES DISCUSSIONS INTENSIVES MENEES ENTRE LA COMMISSION ET UNE DELEGATION ACP A PERMIS A COURS DES DERNIERS JOURS D'ABOUTIR A UN ACCORD AD REFERENDUM SUR LA QUASI TOTALITE DES POINTS QUI RESTAIENT OUVERTS APRES LE DEMI ECHEC DE LA REUNION MINISTERIELLE DE DEBUT OCTOBRE. LE PRINCIPAL OBSTACLE A L'ACCORD COMPLET RESTE LE MONTANT DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT OU L'OFFRE DE LA COMMUNAUTE (7 MILLIARDS D'ECUS) EST JUGEE INSUFFISANTE PAR LES ACP (ET AUSSI PAR LA COMMISSION).

A CETTE OCCASION, LA COMMISSION A EXPRIME SES REMERCIEMENTS ET SES FELICITATIONS AU DIRECTEUR GENERAL DU DEVELOPPEMENT, DIETER FRISCH, ET A L'ENSEMBLE DE LA DELEGATION DE LA COMMISSION POUR L'EFFORT EXCEPTIONNEL QU'ILS ONT FOURNI.

3.2 JAPON

NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU QUI SE POURSUIVENT ACTUELLEMENT A BRUXELLES.

3.3 JORDANIE : PRET BEI

LA BEI A ACCORDE UN PRET DE 9 MIO ECUS POUR AIDER AU FINANCEMENT DE PROJETS D'ADDUCTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DANS DEUX VILLES FORTEMENT PEUPLEES DE JORDANIE : MADABA ET MA'AN (VILLE DU DESERT). LE COUT TOTAL S'ELEVE A 25 MIO ECUS.

3.4 PLAN D'URGENCE POUR L'ETHIOPIE ET LE SAHEL

M. PISANI A TENU MARDI UNE CONFERENCE DE PRESSE AVEC LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DU PARLEMENT EUROPEEN.

IL A NOTAMMENT INDIQUE QU'A CE JOUR, LES PERSONNES SINISTREES S'ELEVAIENT A PLUS DE 6 MILLIONS EN ETHIOPIE ET ENTRE 2 ET 3 MILLIONS DANS LES PAYS DU SAHEL. DES LE DEBUT DE L'ANNEE 1984, LA COMMUNAUTE A ARRETE UN PLAN D'URGENCE POUR L'AFRIQUE DOTE DE 80 MIO. D'ECUS.

POUR L'ANNEE EN COURS, L'ETHIOPIE A OBTENU EN L'OCASION D'UNE AIDE HUMANITAIRE DE LA COMMUNAUTE DE 43.8 MTO DONT 18.3 POUR L'AIDE ALIMENTAIRE ET 5.5 MIO D'ECUS D'AIDE D'URGENCE (TRANSFERTS, SEMENCES, MATERIEL, PROGRAMMES MEDICAUX).

LA SITUATION EN ETHIOPIE ET AU SAHEL RISQUE DE S'AGGRAVER ENCORE AU COURS DES TROIS PROCHAINS MOIS ET LA COMMISSION S'APPRETE A LANCER UN PLAN D'URGENCE AU BENEFICE DE LEURS POPULATIONS. CE PLAN COMPORTERAIT LA MOBILISATION DE 32 MIO D'ECUS AU TITRE DU BUDGET 84 ET DEVRAIT S'INSERER DANS LE CADRE D'UNE MOBILISATION ET D'UNE COORDINATION DES AIDES DES ETATS MEMBRES. UNE REUNION DE COORDINATION AVEC LES ETATS MEMBRES EST PREVUE POUR LE 13 NOVEMBRE.

LES MOYENS FINANCIERS NE MANQUENT DONC PAS MAIS L'ACHEMINEMENT DE L'AIDE SE HEURTE A DE GRAVES DIFFICULTES LOGISTIQUES : ENGORGEMENT DES PORTS DE DEBARQUEMENT, ACHEMINEMENT JUSQU'AUX CENTRES DE DISTRIBUTION.

LA COMMISSION ETUDIE DEJA LES MESURES A PREVOIR POUR ASSURER EN 1985 LA SOUDURE AVEC LA RECOLTE SUIVANTE DU FAIT DE L'INSUFFISANCE PROBABLE DES RECOLTES ACTUELLES.

3.5 AIDE ALIMENTAIRE : PROGRAMME 1984

LA COMMISSION, APRES AVIS FAVORABLE DU COMITE DE L'AIDE ALIMENTAIRE, VIENT DE PRENDRE UNE SERIE DE DECISIONS DANS LE CADRE DU PROGRAMME 1984.

ELLES CONCERNENT 114.000 T. DE CEREALES, 8.200 T. DE LAIT EN POUDRE, 1.895 T. DE BUTTEROIL ET 800 T. D'HUILE VEGETALE POUR UN MONTANT D'ENVIRON 43 MIO ECUS DESTINEES A 12 PAYS ACP AINSI QU'A :

- L'EQUATEUR : 200 T. LAIT EN POUDRE
- LE PEROU : 5.000 T. CEREALES, 1.400 T. LAIT EN POUDRE ET 200 T. BUTTEROIL.

3.6 FOURNITURE D'AVIONS POUR LA COMPAGNIE AERIEENNE AUX CARAIBES

LIAT

SUITE A DE RECENTS ARTICLES, PARTICULIEREMENT DANS LA PRESSE BRITANNIQUE, LA COMMISSION A TENU A REFUTER CERTAINES ALLEGATIONS CONCERNANT SON ROLE DANS LA PROCEDURE DE SELECTION POUR LA FOURNITURE D'AVIONS POUR LA COMPAGNIE AERIEENNE AUX CARAIBES LIAT.

LA COMMISSION A EFFECTIVEMENT INFORME LA CDB ET LA LIAT QU'A SON AVIS LEUR CHOIX NE POUVAIT PAS ETRE QUALIFIE D'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE ET ETAIT DES LORS INCOMPATIBLE A LA FOIS AVEC LA CONVENTION DE LOME ET LA CONVENTION DE FINANCEMENT.

LA COMMISSION A DONC REJETE FERMEMENT COMME INFONDEES, VOIRE MALVEILLANTES, LES ALLEGATIONS PUBLIEES DANS CERTAINS ORGANES DE PRESSE SELON LESQUELLES LA POSITION DE LA COMMISSION ET LES MOTIFS DE SON REJET DE LA PROPOSITION LIAT AURAIENT OBEI A DES CONSIDERATIONS AUTRES QUE ECONOMIQUES ET TECHNIQUES.

EN PRESENTANT CES COMMENTAIRES DEVANT LA PRESSE ACCREDITEE (NOTE IP(84)375 DU 26 OCTOBRE), LE PORTE PAROLE DE LA COMMISSION A SOULIGNE LE CARACTERE EXCEPTIONNEL D'UNE TELLE MISE AU POINT.

3.7 MEDITERRANEE : COOPERATION ECONOMIQUE, SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

AU SEMINAIRE QUI S'EST TENU A VENISE DU 16 AU 26 OCTOBRE CONFORMEMENT AU DOCUMENT DE CONCLUSION DE LA REUNION DE MADRID SUR LES SUITES DE LA CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE (CSCE), PARTICIPAIENT LES TRENTE-CINQ ETATS PARTICIPANT A LA CSCE (Y COMPRIS LA COMMISSION DANS LA DELEGATION DE LA PRESIDENCE), DES REPRESENTANTS DE L'EGYPTE ET D'ISRAEL (LES AUTRES PAYS RIVERAINS DE LA MEDITERRANEE SUD ET EST, BIEN QU'INVITES, N'AVAIENT PAS ACCEPTE L'INVITATION DU PAYS HOTE, L'ITALIE) ET DE CINQ ORGANISATIONS INTERNATIONALES (UNESCO, CEE-NU, PNUE, OMS, UIT).

LE MINISTRE ANDREOTTI A RAPPELE LA DECLARATION DES NEUF SUR LE MOYEN-ORIENT ADOPTEE A VENISE MEME EN JUILLET 1980. LES PARTICIPANTS ONT DRESSE UN BILAN DES DEVELOPPEMENTS DE LEUR COOPERATION EN MEDITERRANEE DEPUIS LE SEMINAIRE DU MEME TYPE TENU A LA VALETTE EN 1979. UN DOCUMENT DECRIVANT L'ACTION DE LA COMMUNAUTE Y A ETE PRESENTE PAR LA PRESIDENCE IRLANDAISE.

SUITE A UN PROJET DES DIX ET EN TENANT COMPTE DE PROPOSITTONS MALTAISES ET YUGOSLAVES, LES ETATS PARTICIPANTS ONT ADOPTE UN RAPPORT FINAL SUGGERANT UN RENFORCEMENT DE LA COOPERATION EN MEDITERRANEE, PARTICULIEREMENT DANS LES DOMAINES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES TRANSPORTS, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA CULTURE.

3.8 MEDITERRANEE : PROTECTION ENVIRONNEMENT

DU 23 AU 26 OCTOBRE, SE TENAIT A BRUXELLES UNE REUNION SUR LES APPORTS DES PROGRAMMES MEDITERRANEENS BTLATERAUX ET MULTILATERAUX AUX OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION D'ENVIRONNEMENT POUR LA MEDITERRANEE (PAM) : CONSTTTER UNE BASE EMPIRIQUE SOLIDE POUR ASSURER UNE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION.

BUTS PRINCIPAUX DE CETTE REUNTON, ACCUEILLIE POUR LA PREMIERE FOIS PAR LA COMMUNAUTE POUR SOULTGNER SON ENGAGEMENT :

- ANALYSE DE LA COOPERATION EXISTANTE
- RENFORCEMENT DES RAPPORTS DE COOPERATION
- IDENTIFICATION DES PROJETS SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET DE NEGOCIATIONS ULTERIEURES.

TOUTES LES PARTIES CONTRACTANTES (TOUS LES PAYS DE LA MEDITERRANEE SAUF L'ALBANIE PLUS LA CEE) ETAIENT REPRESENTEES AINSI QUE DE NOMBREUSES ORGANISATIONS INTERNATIONALES.

LA REUNION A REAFFIRME L'URGENCE DE MESURES PRATIQUES POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION DE LA MEDITERRANEE, DANS UN ESPRIT DE SOLIDARITE REGIONALE ET A RECOMMANDE AUX DIX-SEPT PAYS RIVERAINS ET A LA COMMUNAUTE D'INTENSIFIER LEUR AIDE ET LEUR COOPERATION MUTUELLE ET DE COORDONNER LEURS ACTIONS.

LA REUNION A DONNE SON ACCORD DE PRINCTPE A DES PROJETS VISANT A RENFORCER LA CAPACITE DES LABORATOIRES DE RECHERCHE, A ETABLIR UN MODELE HYDRO-DYNAMIQUE DE LA MEDITERRANEE OCCIDENTALE, A DEVELOPPER LES ENERGIES RENOUVELABLES.

EN PARTICULIER, POUR LUTTER PLUS EFFICACEMENT CONTRE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES (DONT LES DEVERSEMENTS SONT DE L'ORDRE DE 1 MIO. DE TONNES), LA REUNION A APPUYE UN PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE STATIONS DE DEBALLASTAGE ET D'INSTALLATIONS DE RECEPTION POUR LES RESIDUS DANS 53 PORTS DE 16 PAYS DE LA MEDITERRANEE, PROJETS DONT LE COUT S'ELEVE A PLUS DE 200 MILLIONS DE DOLLARS.

LA REUNION A EGALEMENT APPUYE L'IDEE D'UNE ' 'JOURNEE DE LA MEDITERRANEE' '.

3.9 ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT

SUITE A LA RESOLUTION DU CONSEIL ET DES ETATS MEMBRES DU 28 JUIN, LA COMMISSION VA SOUMETTRE AU CONSEIL UNE COMMUNICATION PRESENTANT LES PRINCIPES SUR LESQUELS DEVRAIENT SE FONDER A L'AVENIR LES ACTIONS QUE LA COMMUNAUTE SE PROPOSE DE METTRE EN OEUVRE POUR QUE LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE SOIT PARTIE INTEGRANTE DE SA POLITIQUE DE COOPERATION :

- DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SE RENFORCENT MUTUELLEMENT.

- ENCOURAGEMENT ET ATDES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT POUR NETTRE EN OEUVRE DES STRATEGIES DE SAUVEGARDE DE LEURS RESSOURCES VIVANTES ET NON VIVANTES.
- MISE A DISPOSITION DE SPECIALISTES QUALIFIES ET DE METHODES APPROPRIEES POUR L'AMELIORATION ET L'UTILISATION DURABLE DE LEUR RESSOURCES.

LA SITUATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT EST TRES GRAVE DANS CES PAYS ET L'ON ASSISTE MEME A UNE ACCELERATION DE LA DEGRADATION PAR LA CONJONCTION DE DIFFERENTS FACTEURS CLIMATIQUES, ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES. ON CONSTATE EGALEMENT UNE BAISSSE CONTINUE DE LA FERTILITE DES SOLS DUE EN PARTICULIER A UNE DEFORESTATION ABUSIVE ET A L'AGRESSIVITE DE PLUS EN PLUS MARQUEE DES PHENOMENES D'EROSION.

ACTUELLEMENT LE VOLUME DE L'AIDE RESTE SANS COMMUNE MESURE AVEC L'IMMENSITE DU PROBLEME.

3.10 ECHANGES INTERNATIONAUX DES SERVICES

DU 2EME RAPPORT DU GROUPE INTERSERVICES, ON PEUT NOTER LES CONCLUSIONS PRINCIPALES SUIVANTES :

- LE SECTEUR DES SERVICES REVET UNE IMPORTANCE MAJEURE POUR L'ECONOMIE DE LA COMMUNAUTE COMME FACTEUR DETERMINANT DE LA PRODUCTIVITE INDUSTRIELLE ET COMME SOURCE D'EMPLOIS NOUVEAUX ET DE REVENUS POUR LA BALANCE DES PAIEMENTS.

- CE SECTEUR DE LA COMMUNAUTE EST, D'UNE MANIERE GENERALE, COMPETITIF SUR LE PLAN INTERNATTONAL. IL EST DONC DE SON INTERET DE TRAVAILLER A LA REALISATION D'ACCORDS INTERNATIONAUX CREANT UN CADRE STABLE ET FIABLE POUR LE COMMERCE DES SERVICES ET ELIMINANT AUTANT QUE POSSTBLE LES ENTRAVES EXISTANTES.

- LA COMMISSION DOIT CONTINUER A SE Doter DES CONNAISSANCES NECESSAIRES SUR LES SERVICES DANS LEUR ENSEMBLE ET SUR LES DIFFERENTS SECTEURS.

LA COMMISSION PROPOSE EGALEMENT UNE POSITION DE POLITIQUE INTERIMAIRE POUR LA COMMUNAUTE DANS LES ENCEINTES INTERNATIONALES.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL COMEUR

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B

Western Union International, Inc.



INTERNATIONAL TELEGRAPH UNION

International Telex



Western Union